

Burundi : le ministre Nivyabandi et son épouse échappent de peu à un attentat

RFI, 24-04-2016 Au Burundi, le ministre en charge des Droits de l'homme Martin Nivyabandi (photo) et son épouse ont échappé de peu à un attentat dimanche 24 avril à la mi-journée. Tous deux ont été légèrement blessés dans une attaque à la grenade alors qu'ils sortaient d'une messe à Bujumbura. Une information qui a d'abord circulé sur les réseaux sociaux avant d'être confirmée par le maire de la capitale du Burundi, un pays en crise où les attaques ciblant les responsables de premier plan de tous bords se sont multipliées.

Une année après le début de la crise née de la volonté du président Pierre Nkurunziza de briguer un 3e mandat, de nombreuses autorités ont désormais peur pour leur vie à tel point que même le président passe désormais peu de temps dans une capitale acquise à l'opposition et vit désormais la plupart de son temps à Gitega, au centre du pays. Le ministre Martin Nivyabandi et son épouse en ont échappé par miracle comme le reconnaît le maire de Bujumbura, Freddy Mbonimpa. La grenade a explosé près de leur véhicule et a pulvérisé ses vitres alors qu'ils s'en approchaient. Est-ce les voitures qui étaient tout autour qui les ont protégés lui et son épouse ? Le maire de Bujumbura assure que « c'est Dieu qui les a protégés », car ils s'en sont sortis avec juste quelques égratignures. Freddy Mbonimpa condamne également avec force « une attaque terroriste qui a visé un lieu de culte », et il l'impute à des « crimes armés », ce qui désigne dans la terminologie officielle les membres des nouvelles rébellions burundaises, nées de la contestation contre le 3e mandat du président Pierre Nkurunziza. Depuis une année, on ne compte plus le nombre de personnalités politiques, militaires et policières, de leaders de l'opposition ou de figures de la société civile du Burundi tués ou qui ont échappé de peu à un attentat. Ces crimes seraient-ils l'œuvre des deux camps qui se font face aujourd'hui dans ce pays, selon de nombreuses sources, même s'ils ne sont jamais revendiqués et qu'ils rejettent la responsabilité. La conséquence ? Tous ceux qui ont une parcelle à vivre désormais la peur au ventre, reconnaît un digne. Ils sont désormais entourés tous d'une véritable garde prétorienne et évitent le plus possible les lieux publics tels que les bars, un calvaire pour les Burundais qui aiment bien pendre une bonne bière le soir, dans leur bistrot préféré.